#2 2019

info

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



Coup de projecteur sur ...

Le partenariat de la CEB avec le Portugal

Pages 04-05

Exclusif
Le ministre Mário Centeno sur le Portugal et la CEB
Pages 06-07

Accueillir les réfugiés
Deux nouvelles installations financées par la CEB au Portugal ouvrent leurs portes
Pages 08-09

Cohésion et égalité
Le nouveau Vice-Gouverneur de la CEB, Tomáš Boček, évoque ses objectifs et priorités
Page 12

Le soutien de la CEB à l'œuvre
Un aperçu de trois projets récemment achevés
Pages 14-15

Chère lectrice, cher lecteur,



À l'occasion de la Réunion commune 2019 de la CEB, qui se tiendra à Lisbonne du 4 au 6 juillet, le Portugal est à l'honneur dans ce numéro d'Info. Le Ministre des Finances et actuel Président de l'Eurogroupe, M. Mário Centeno, évoque dans un entretien les principaux défis sociaux auxquels l'Europe est confrontée et les moyens de les relever.

Depuis que le Portugal est devenu membre de la Banque en 1976, la coopération avec la CEB a été excellente et a porté sur plusieurs domaines, à commencer par la migration. Dans les années 1970, à la suite des déclarations d'indépendance de l'Angola et du Mozambique, la CEB a ainsi appuyé les efforts déployés par le Portugal pour loger quelque 800 000 personnes déplacées, soit un dixième de sa population à l'époque. En 2019, elle continue de soutenir l'accueil et l'intégration des migrants et des réfugiés dans le pays.

Au fil des années, les fonds de la CEB ont permis d'aider le Portugal à faire face à de nombreux autres défis pour la cohésion sociale, tels que le vieillissement de la population, l'augmentation des disparités régionales et le changement climatique. Dans ce numéro, vous trouverez des informations détaillées relatives à deux projets en cours dans le pays : la construction de centres d'accueil des réfugiés à Loures et à Lisbonne, financée par le Fonds pour les migrants et les réfugiés géré par la CEB, et le programme intégré de rénovation urbaine lancé par le biais de l'Instrument financier de réhabilitation et de revitalisation urbaines 2020.

Plus récemment, un financement supplémentaire de cinq cents millions d'euros a été accordé au Portugal pour plusieurs projets dans des secteurs comme la protection de l'environnement, le logement social et l'éducation.

Ce numéro contient également un entretien avec M. Tomáš Boček, le nouveau Vice-Gouverneur "Pays du Groupe cible" de la CEB, qui nous parle de son mandat et de ses priorités immédiates. Jusqu'à sa récente nomination, M. Boček exerçait les fonctions de Représentant spécial du Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur les migrations et les réfugiés. Il apporte avec lui une solide connaissance de la migration et de ses enjeux, et contribuera également à renforcer la coopération institutionnelle avec le Conseil de l'Europe.



Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB



info est un magazine de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), réalisé avec l'aide de Blackwood: weareblackwood.com

CEB
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Milan Bastovanovic ; Letizia Bertrand ; Monica Brezzi ; Katherine Delikoura ; Konstantin Doulamis ; Tony Fernández Arias ; Rachel Meghir ; Jacques Mirante-Péré ; Lana Paukovic ; Arnaud Violette

e-mail : info@coebank.org

Blackwood
Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédit photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tél : +33 (0)1 47 55 55 00
Fax : +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissement financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.

Le Portugal et la CEB
Présentation des relations entre la CEB et le Portugal, notamment des projets en cours dans le pays.
Pages 04-05

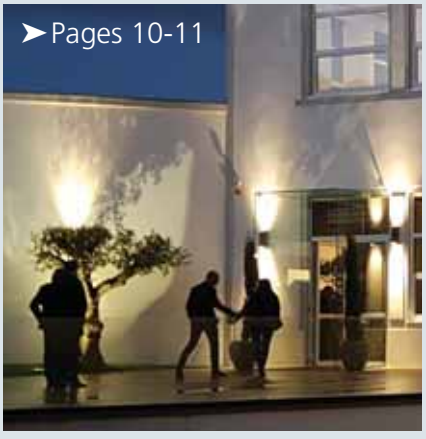
L'entretien
Mário Centeno, ministre des Finances du Portugal, décrit les relations de son pays avec la CEB.
Pages 06-07

Assurer l'accueil des réfugiés
Deux nouveaux centres d'accueil des adultes, des familles et des mineurs non accompagnés, financés par la CEB, ont commencé à accueillir des migrants et des réfugiés.
Pages 08-09

Intégrer, réhabiliter, revitaliser
Présentation des mesures prises par le Gouvernement du Portugal pour revitaliser les zones urbaines, y attirer une population plus jeune et créer des emplois.
Pages 10-11


➤Pages 14-15

Une Europe plus juste pour tous
Info a rencontré Tomáš Boček, nouveau Vice-Gouverneur de la CEB pour les pays du groupe cible.
Page 12


➤Pages 10-11

Partager des connaissances, proposer des solutions
Dans un nouveau rapport technique, la CEB examine le rôle des microcrédits dans l'intégration sociale et financière en Europe.
Page 13

Le soutien de la CEB à l'œuvre
Trois projets récemment achevés, financés par la Banque, témoignent de l'impact social de notre travail.
Pages 14-15

Actualités, événements et publications
Les dernières actualités, les événements à venir et les publications récentes de la CEB.
Pages 16-17

Infographie
Un guide visuel illustrant la deuxième obligation d'inclusion sociale de la CEB.
Pages 18-19

EN SAVOIR PLUS : **https://coebank.org**

Le Portugal et la CEB



PORTUGAL

Capitale : Lisbonne

Population : 10,3 millions d'habitants

PIB par habitant (FMI) : $32,023

Superficie : 92 212 km$_2$

Espérance de vie : 81 ans

Le Portugal est devenu membre de la CEB le 1er août 1976. Vous découvrirez ici comment la Banque a collaboré avec le gouvernement portugais ainsi qu'avec d'autres parties prenantes clés pour relever les défis qui ne cessent d'évoluer de ces 43 dernières années.

Les débuts

La coopération entre le Portugal et la CEB a véritablement débuté peu après que le pays est devenu membre de la Banque. Au milieu des années 1970, à la suite des déclarations d'indépendance de l'Angola et du Mozambique, le pays a dû accueillir 800 000 réfugiés, soit un dixième de sa population.

La CEB a continué d'apporter son assistance financière dans les années 1980 en aidant à atténuer les conséquences des tremblements de terre dans les Açores et des inondations dans l'ensemble du territoire métropolitain. Dans les années 1990, la Banque a diversifié son champ d'action pour inclure l'éducation, la santé, les logements sociaux et les infrastructures environnementales et sociales en zones urbaines et rurales.

Au cours des 20 dernières années, la CEB a participé à la mobilisation de plus de € 1,1 milliard d'investissements sociaux stratégiques qui ont bénéficié à plus de 5 millions de personnes dans l'ensemble du Portugal.

Le Portugal aujourd'hui

De nos jours, le Portugal enregistre de belles performances. Son PIB est revenu au niveau où il se situait avant la crise de 2008. Grâce à une forte croissance de l'emploi, son taux de chômage est de 7% (le taux le plus bas du pays depuis plus de 16 ans). De plus, selon les prévisions économiques du printemps 2019 de la Commission européenne, la consommation privée et les investissements devraient continuer à favoriser l'expansion économique du Portugal.

LE PORTUGAL ET LA CEB

1er août 1976 :
le Portugal rejoint la CEB

Investissements rendus possibles par des prêts de la CEB* :
€ 1,1 milliard

Bénéficiaires directs des investissements :
5 millions de personnes

*Au cours des 20 dernières années

PAGE 10 COMMENT LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS RÉGÉNÈRE LES ZONES URBAINES POUR CRÉER DES EMPLOIS

Les projets de la CEB en cours au Portugal

Investissements dans des établissements d'éducation secondaire dans l'ensemble du pays (2009)

Financement de la CEB : € 250 millions
Partenaire : Parque Escolar
Objectif : construction ou réhabilitation de 170 écoles, à l'appui d'un programme cofinancé par l'Union européenne (UE) à hauteur de € 2,4 milliards



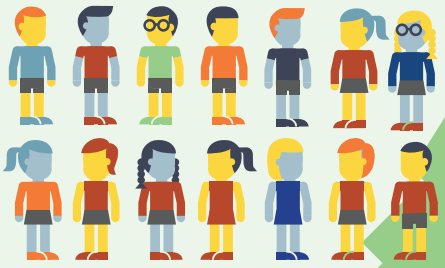
Programme de réhabilitation urbaine (2014)

Financement de la CEB : € 15 millions
Partenaire : Instituto da Habitação e da Reabilitação Urbana
Objectif : soutien au programme de logements locatifs sociaux et abordables du gouvernement



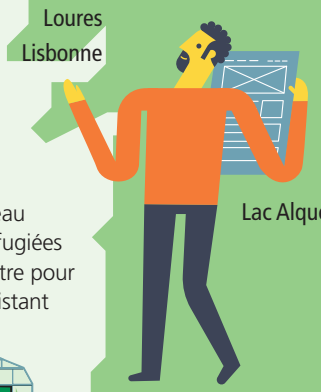
Instrument financier de réhabilitation et de revitalisation urbaine 2020 (2016)

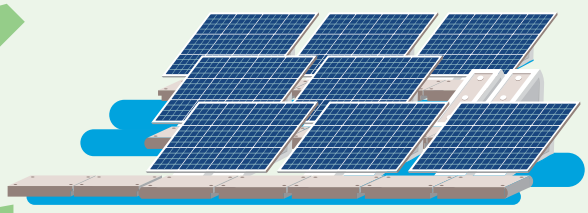
Financement de la CEB : € 80 millions
Partenaire : Instrumento Financeiro de Reabilitação e Revitalização Urbanas
Objectif : mise en œuvre d'un programme complexe de revitalisation urbaine dans des zones urbaines abandonnées, des centres-villes historiques et industriels et des communautés défavorisées



Centres d'accueil pour personnes réfugiées (2016)

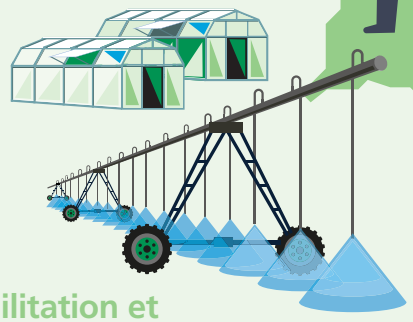
Financement de la CEB : € 2,5 millions (subvention)
Partenaire : Conseil portugais pour les réfugiés
Objectif : construction d'un nouveau centre d'accueil pour personnes réfugiées à Loures, agrandissement d'un centre pour mineurs non accompagnés déjà existant à Lisbonne





Centrales solaires flottantes en soutien des systèmes d'irrigation (2018)

Financement de la CEB : € 45 millions
Partenaire : Empresa de Desenvolvimento e Infra-estruturas do Alqueva S.A (EDIA)
Objectif : installation de centrales solaires flottantes sur des réservoirs autour du lac d'Alqueva qui alimenteront le système d'irrigation d'EDIA dans le sud-est du Portugal, une région confrontée à des précipitations irrégulières, à la désertification et l'exode rural



Réhabilitation et extension des systèmes d'irrigation (2017)

Financement de la CEB : € 80 millions
Partenaire : Instituto de Financiamento da Agricultura e Pescas
Objectif : réhabilitation et extension des systèmes d'irrigation dans le cadre du Programme national d'irrigation

Soutien aux TPE/PME (2018)

Financement de la CEB : € 100 millions
Partenaire : Instituição Financeira de Desenvolvimento
Objectif : permettre aux TPE/PME éligibles dans l'ensemble du Portugal de financer leurs investissements productifs et fonds de roulement



Traduction du texte original en anglais

Bâtir un Portugal prospère

Le Ministre portugais des Finances, Mário Centeno, s'entretient avec Info sur les relations avec la CEB, la reprise économique au Portugal et l'approche du pays en matière d'énergie verte, ainsi que les défis qui attendent l'Europe.

info : Le Portugal a rejoint le Conseil de l'Europe et la CEB en 1976. En 2019, il accueillera la Réunion Commune annuelle de la Banque. Comment voyez-vous la coopération entre votre pays et la CEB ?
MC : Le Portugal s'est engagé aux côtés de la CEB depuis son adhésion en 1976, en appuyant son mandat à fort impact social et sa mission qui vise à promouvoir activement la cohésion sociale et l'intégration.

Depuis 1994, le Portugal a intensifié ses relations avec la Banque et bénéficié de plus d'un milliard d'euros de financements pour soutenir des investissements dans l'éducation, le logement social, l'environnement, les PME et la réhabilitation urbaine. En particulier, le don de 2,5 millions d'euros que la Banque a alloué au Centre portugais pour les réfugiés en 2016 s'est avérée être un soutien opportun face à la crise des réfugiés en Europe. Le Centre est opérationnel et peut accueillir 90 personnes à la fois, avant leur intégration dans la société. C'est l'un des projets que nous visiterons dans le cadre de la Réunion Commune de la CEB à Lisbonne en juillet prochain.

Au demeurant, nous sommes très heureux d'accueillir la 54e Réunion Commune annuelle de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe – la cinquième fois au Portugal et une première pour Lisbonne. De plus, nous nous réjouissons du séminaire sur l'inclusion sociale qui aura lieu le 4 juillet - un sujet clé pour les investissements et le financement de la CEB.

info : Pouvez-vous expliquer les besoins du Portugal en matière d'investissements sociaux ? Lesquels d'entre eux pourraient être résolus avec l'aide du financement de la CEB ?
MC : Certains des investissements les plus importants du Portugal sont consacrés aux infrastructures et aux équipements destinés à améliorer la couverture et la qualité des services publics, tels que la santé – avec cinq nouveaux hôpitaux (Lisbonne Est, Seixal, Sintra, Alentejo et Madère) et l'éducation (développement du capital humain et cohésion sociale). D'autres investissements substantiels visent à améliorer et à développer les infrastructures ferroviaires et de transport public urbain, en assurant une plus grande mobilité et donc une plus grande cohésion sociale. Le tout, sans négliger les préoccupations environnementales et l'objectif national de neutralité carbone en 2050.



MINISTRE MÁRIO CENTENO

Ministre des Finances du Portugal depuis 2015. Président de l'Eurogroupe et président du Conseil des gouverneurs du Mécanisme européen de stabilité depuis 2018.

Auparavant, il a été membre du conseil d'administration de la Banque du Portugal, membre du comité exécutif de l'Association européenne des économistes du travail (EALE), directeur adjoint du département d'économie de la Banque centrale, membre du comité de politique économique de la Commission européenne et professeur à l'Université de Lisbonne.

Études d'économie et de mathématiques appliquées à l'Université technique de Lisbonne ; doctorat en économie à l'Université Harvard en 2000.

Auteur de plusieurs publications sur l'économie du travail, l'économétrie, la microéconomie et la théorie des contrats.

grande cohésion sociale, sans négliger les préoccupations environnementales et l'objectif national de neutralité carbone en 2050.

info : Sur le plan économique, le Portugal se porte très bien aujourd'hui. Pouvez-vous expliquer cette reprise économique ?
MC : La reprise soutenue de l'économie portugaise repose sur des changements structurels durables, qui concernent les compétences, les investissements, l'orientation vers l'exportation et le marché du travail. Les dernières initiatives politiques ont rétabli la confiance des entreprises et des consommateurs. On y retrouve des mesures visant à renforcer le système financier portugais, à soutenir la demande intérieure et à assurer une gestion anticyclique, rigoureuse et prudente des finances publiques. Dans l'ensemble, ces mesures ont permis de faire de grands progrès pour remédier aux principales faiblesses structurelles de l'économie portugaise et ainsi contribué à poser les fondations d'une économie plus durable et prospère.

info : Le Portugal investit depuis longtemps dans les énergies renouvelables. Actuellement, environ 55 à 60 % de l'énergie totale produite est 'verte'. Que peuvent faire d'autres pays pour stimuler la production d'énergie renouvelable ?
MC : La stratégie énergétique portugaise est axée sur la réduction de notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles et sur la réalisation des objectifs européens. Entre 2010 et 2017, nous avons augmenté la capacité de production d'énergie renouvelable de 42 %. L'énergie éolienne est devenue le deuxième contributeur, après l'hydroélectricité ;

> « La reprise soutenue de l'économie portugaise repose sur des changements structurels durables, qui concernent les compétences, les investissements, l'orientation vers l'exportation et le marché du travail. »
>
> Mário Centeno

aujourd'hui, nous nous concentrons sur l'énergie solaire et photovoltaïque, dont les coûts ont baissé, et à la prévention des charges supplémentaires pour les consommateurs grâce à un nouveau modèle tarifaire.

info : L'Europe est confrontée à des défis majeurs, notamment le vieillissement de la population, la montée des inégalités, les innovations technologiques et le changement climatique. La manière dont elle les relèvera aura un impact important sur la cohésion sociale et la stabilité politique sur tout le continent. Quelle est la meilleure réponse à ces défis et comment une banque de développement social telle que la CEB pourrait-elle aider ?

MC : Faire face à ces défis doit être une priorité aux niveaux national et européen. Des mesures visant à promouvoir l'accès des jeunes générations à une éducation de haute qualité et une plus grande participation des travailleurs âgés à la vie active sont nécessaires. L'accès au système de santé (y compris les services de soins de longue durée) et des systèmes de retraite viables et redistributifs sont également des questions fondamentales.

En outre, le leadership européen dans la lutte contre le changement climatique est exigeant. En tant que décideurs politiques, nous devons déployer les meilleurs instruments financiers à notre disposition pour soutenir des investissements de qualité et produire des bénéfices sociaux et économiques pour le futur. Le plan de travail actuel de la Banque reflète la primauté d'une croissance durable et inclusive. En effet, l'alignement des politiques sur les objectifs de l'Accord de Paris doit être inclusif sur le plan social. La réponse à ces défis est fondamentale pour garantir la cohésion sociale. Ici, la CEB joue un rôle important, en tant que banque du développement social en Europe.







PAGE 13 DÉCOUVREZ LE NOUVEAU RAPPORT TECHNIQUE DE LA CEB SUR LA MICROFINANCE

L'accueil des réfugiés au Portugal



Photos : (c) Conseil portugais pour les réfugiés

En 2015, le Portugal s'est engagé à accueillir 10 300 personnes réfugiées stationnées dans d'autres pays européens, soit 5 800 de plus que l'allocation initiale du pays sous le système de 'quotas de réfugiés' de l'Union européenne (UE). La CEB a financé deux nouveaux centres d'accueil pour adultes, familles et mineurs non accompagnés. Ces centres sont ouverts et accueillent des migrants et des réfugiés.

Le Conseil portugais pour les réfugiés (ci-après "le Conseil") est le partenaire opérationnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Portugal. Le Conseil est une organisation à but non lucratif qui gère les centres d'accueil et offre l'asile et une aide à l'intégration aux réfugiés selon les protocoles conclus avec le gouvernement portugais, à savoir le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de la Solidarité, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Dès qu'ils déposent leur demande d'asile, les réfugiés sont directement redirigés vers le Conseil par le Ministère de l'Intérieur. Leur intégration est prise en charge en collaboration avec le Ministère de la Solidarité, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Des capacités d'accueil limitées

En 2015, il est devenu évident que les centres d'accueil du Conseil manquaient d'installations et de places disponibles au vu du nombre de réfugiés ayant besoin d'un hébergement et d'une prise en charge pendant le traitement de leur demande d'asile. Il fallait par ailleurs définir des solutions en matière d'intégration. Outre le nombre de réfugiés accueillis dans le cadre des programmes de réinstallation de l'UE, le Portugal a également connu une augmentation du nombre de demandeurs d'asile arrivant directement dans le pays.

Pour aider le pays à gérer ces arrivées, et par le biais du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF), la CEB a accepté de financer la construction d'un centre d'accueil supplémentaire pour adultes et familles dans la municipalité de Loures et l'agrandissement d'un autre centre pour mineurs non accompagnés à Lisbonne.

La création de centres viables

La conception et les travaux préparatoires du centre de Loures ont débuté dans la seconde moitié de 2016. Les travaux sur place ont commencé un an plus tard. Quant aux travaux d'agrandissement du centre de Lisbonne, ils ont pu démarrer plus tôt que prévu.

Le nouveau centre de Loures, qui peut accueillir 90 personnes, comprend des espaces ouverts, des salles de formation et de réunion, des salles à manger, des salons et une bibliothèque. Des panneaux solaires permettent de réduire les dépenses en électricité ainsi que l'empreinte carbone du bâtiment. Le centre est proche d'un autre établissement, également géré par le Conseil, qui donne accès à des terrains de sport et à une école maternelle.

À Lisbonne, un nouveau bâtiment administratif a été construit juste à côté du centre pour mineurs non accompagnés, permettant de faire passer de 13 à 26 le nombre de places disponibles ainsi que d'améliorer la qualité des services de soutien proposés aux enfants.

Les deux centres sont devenus opérationnels et ont commencé à accueillir des réfugiés en janvier 2019.



Le centre de Loures peut accueillir jusqu'à 90 personnes.



Le centre de Loures comprend des espaces ouverts et des salons.

À propos du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF)

- Le MRF a été créé en octobre 2015.
- Il aide les États membres de la CEB à accueillir et intégrer les migrants et les réfugiés qui arrivent sur leur territoire.
- Tous les projets financés par le MRF doivent respecter la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte sociale européenne.
- Vingt et deux États membres de la CEB ont contribué au MRF, tout comme la CEB elle-même et la Banque européenne d'investissement.
- Le montant total des fonds levés dépasse les € 28 millions ; tous les fonds ont déjà été attribués à des projets bénéficiant aux migrants et aux réfugiés.

Informations clés

Don du MRF :
€ 2,5 millions

Entité chargée de la mise en œuvre :
Conseil portugais pour les réfugiés

Bénéficiaires directs :
réfugiés demandant l'asile au Portugal

État du projet :
Le nouveau centre pour adultes accueille déjà 87 personnes, tandis que le centre pour mineurs non accompagnés en accueille 26.

“ Le Fonds pour les migrants et les réfugiés de la CEB a joué un rôle fondamental pour permettre au Conseil portugais pour les réfugiés de renforcer sa capacité d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés adultes et des mineurs non accompagnés. ”

Mónica Farinha, Directrice du conseil d'administration, Conseil portugais pour les réfugiés



Le centre de Lisbonne accueille désormais deux fois plus de réfugiés ; il est doté d'une nouvelle bibliothèque et d'un centre d'études ainsi que d'un bureau pour le conseil individuel.

PAGE 14 PLUSIEURS PROJETS FINANCÉS PAR LA CEB ONT ÉTÉ RÉCEMMENT ACHEVÉS

Intégrer, réhabiliter, revitaliser

La revitalisation urbaine est une priorité pour le gouvernement portugais. Elle fait partie de l'Accord de partenariat entre le Portugal et la Commission européenne pour 2014-2020, qui a même créé un instrument spécifique à cette fin – l'Instrument financier de réhabilitation et de revitalisation urbaine (IFRRU) 2020 – pour mobiliser des financements publics et privés au profit d'initiatives de premier plan.

Le Portugal est confronté à un taux croissant de pauvreté et d'exclusion sociale en zone urbaine, ainsi qu'à d'importants écarts entre les régions. Avec un retard d'investissement estimé à € 1,4 milliard, le gouvernement agit pour revitaliser les zones urbaines.

Qu'est-ce que l'IFRRU 2020 ?

L'IFRRU 2020 rassemble plusieurs sources de financement pour soutenir les investissements en matière de réhabilitation urbaine dans l'ensemble du Portugal. Celles-ci incluent un prêt de la CEB d'un montant de € 80 millions, des fonds européens issus de PORTUGAL 2020 (financement de sept programmesopérationnels financés par l'UE), BEI, des fonds publics portugais et des ressources de banques commerciales.

L'IFRRU 2020 est axé sur la réhabilitation de bâtiments publics et privés dans des zones urbaines, historiques et industrielles abandonnées et dans des communautés défavorisées. Ces zones abritent généralement une population plus âgée et défavorisée. L'objectif de cet investissement est de redynamiser ces zones en améliorant les infrastructures, en investissant dans des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique et en créant des emplois.

Fonctionnement

Tout type de bénéficiaire, qu'il soit individuel ou collectif, public ou privé, peut faire une demande de financement. Les prêts sont accordés à des conditions très avantageuses en comparaison de celles du marché.

Gestion

L'IFRRRU 2020 a été mise en place en 2015. La structure de gestion de l'IFRRRU est responsable de la gestion et du suivi de l'instrument financier, tandis qu'un comité d'investissement est chargé de l'évaluation et de l'approbation de la politique d'investissement et du programme d'action.

Pour en savoir plus, consultez le site : https://ifrru.ihru.pt.

Des résultats positifs

Au 31 mars 2019, 320 maisons avaient été réhabilitées et 1 479 emplois avaient été créés.

À propos de la Facilité de cofinancement de l'UE

La Facilité de cofinancement de l'UE est l'un des instruments de financement de la CEB qui prévoit le cofinancement ou le financement ex ante d'activités d'investissement financées par l'UE. Ces types de financement sont élaborés parallèlement à divers instruments de financement de l'UE appuyant directement les objectifs actuels de l'UE et favorisant l'absorption des fonds européens dans les secteurs auxquels la CEB accorde la priorité.

Plus d'informations sur le financement de la CEB sont disponibles à l'adresse suivante : https://coebank.org/fr/project-financing/how-access-ceb-financing/

Projets clés

1 Réhabilitation de bâtiments résidentiels et commerciaux à Funchal, sur l'île de Madère

À Funchal, capitale de l'archipel portugais de Madère, la réhabilitation de 52 bâtiments à l'aide de l'IFRRU permettra de réduire les émissions annuelles de CO_2 de près de 119 tonnes.

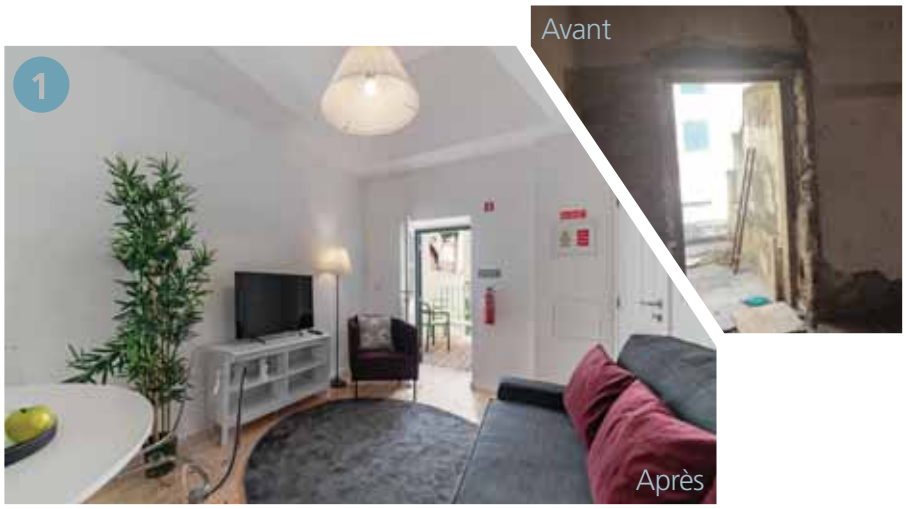
2 Infrastructure touristique à Gaia

Ville d'environ 178 000 habitants située au sud de Porto, Gaia est célèbre pour ses caves dans lesquelles le porto est conservé et vieilli. Visant à répondre à l'essor touristique, ce projet consistera à réhabiliter d'anciens entrepôts de stockage du vin implantés sur les bords du Douro, qui seront intégrés dans un complexe accueillant un musée et un parc consacrés à l'histoire du porto et du liège.

3 Transformation d'une usine en un espace moderne de bureaux à Trofa

À Trofa, ville industrielle du nord du Portugal comptant quelque 33 000 habitants, l'ancienne usine désaffectée de Rafia a été rénovée et transformée en bureaux modernes, prêts à accueillir de nouveaux employés.

> **« L'objectif de cet investissement est de revitaliser des zones urbaines en détresse en améliorant les infrastructures, en investissant dans des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique et en créant des emplois. »**





Informations clés

Prêt de la CEB :
€ 80 millions

Valeur totale de l'investissement :
€ 1,4 milliard

Entité responsable :
Instrumento Financeiro de Reabilitação e Revitalização Urbanas (IFFRU)

Bénéficiaires directs :
entités publiques, entités privées à but non lucratif, entreprises et individus mettant en œuvre des initiatives en matière de réhabilitation urbaine

État du projet : en cours, date d'achèvement fixée à
2023



Une Europe plus juste pour tous

Info s'est entretenu avec Tomáš Boček, le nouveau Vice-Gouverneur 'Pays du Groupe Cible'[1] – lequel comprend 22 pays membres de la CEB situés en Europe centrale, orientale et du Sud-Est – sur ses priorités et ses vues en matière de promotion de la cohésion sociale et de l'égalité.

info : Vous avez été le Représentant spécial du Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur la migration et les réfugiés. Si vous deviez choisir une activité qui a eu des effets directs et significatifs sur la vie quotidienne des migrants et des réfugiés en Europe, quelle serait-elle et pourquoi ?
TB : Je choisirais l'une des activités associées aux enfants migrants et réfugiés, car c'est ce sur quoi je me suis investi. J'ai ainsi préparé (puis mis en œuvre) le Plan d'action sur la protection des enfants réfugiés et migrants, qui a ensuite été adopté par le Comité des ministres.

De nombreuses actions prévues dans ce Plan ont directement contribué à améliorer la situation des enfants migrants et réfugiés mais, si je devais n'en choisir qu'une, ce serait la mise en place du Passeport européen des qualifications des réfugiés. Bon nombre de réfugiés ne sont pas à même de fournir une preuve de leurs qualifications, parce qu'ils n'ont pas été en mesure d'apporter avec eux leurs diplômes avec eux ou parce qu'ils les ont perdus en cours de route. Cette initiative leur a permis d'obtenir un emploi ou de poursuivre leurs études. Les jeunes, en particulier, ont pu poursuivre leur scolarité ou se diriger vers le parcours professionnel qui les intéressait. Tout cela s'est fait grâce à un seul document, un "passeport", délivré aux migrants et aux réfugiés par une commission indépendante après entretien.

info : Comment percevez-vous votre nouveau rôle en tant que Vice-Gouverneur 'Pays du Groupe Cible', et quelles sont vos priorités à ce titre ?
TB : Mon rôle est de seconder le Gouverneur de la CEB dans la mise en œuvre de l'ensemble des activités liées aux pays du groupe cible. Mon objectif premier est donc attaché au mandat qui m'incombe : celui de valoriser le profil de la Banque en tant qu'institution de référence en matière de cohésion sociale et de développement, grâce à une collaboration étroite avec ces pays. L'une des manières d'y parvenir consiste à se rendre sur le terrain pour s'intéresser de près aux problèmes sociaux auxquels sont confrontés nos États membres, puis à se concerter et à s'entendre sur les solutions que la Banque serait la mieux à même de financer. C'est la raison pour laquelle je prévois de rencontrer les représentants des pays du groupe cible dans les prochains mois.

> " Je compte faire tout mon possible pour contribuer au renforcement des accords de coopération déjà en place avec nos partenaires afin de favoriser la cohésion sociale en Europe. "

info : Dans le contexte des défis européens actuels, comment la Banque pourrait-elle davantage aider les pays du groupe cible à assurer la cohésion sociale et à réduire les inégalités ?
TB : Les problèmes auxquels sont confrontés les pays du groupe cible sont généralement les mêmes que sur le reste du continent européen. On y retrouve le changement climatique, la transformation du marché du travail, le besoin croissant d'investissements dans la santé et l'éducation, la hausse des inégalités et l'aggravation de la polarisation de la société. La CEB dispose de moyens pour aider l'Europe à relever ces défis. Compte tenu de la complexité de ces problèmes et des besoins en investissement qui leur sont associés, il est primordial de mettre en place une démarche coordonnée. Les institutions financières multilatérales, les institutions internationales, les donateurs et les gouvernements doivent coopérer. Des initiatives gérées par la CEB telles que le Programme régional de logement ou le Fonds pour les migrants et les réfugiés sont de bons exemples de ce que la Banque peut réaliser dans ce contexte. Je compte faire tout mon possible pour contribuer au renforcement des accords de coopération déjà en place avec nos partenaires afin de favoriser la cohésion sociale en Europe.



TOMÁŠ BOČEK

Nommé Vice-Gouverneur 'Pays du Groupe Cible' le 29 mars 2019, son mandat a débuté le 2 mai 2019.

Il a auparavant exercé les fonctions suivantes : Représentant spécial du Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur la migration et les réfugiés ; Ambassadeur et Représentant permanent de la République tchèque au Conseil de l'Europe ; Vice-Président du Conseil de direction de la CEB ; Vice-Ministre des Relations internationales et des affaires européennes au Ministère de la Justice en République tchèque.

Il a étudié le droit à l'Université de Bohême de l'Ouest de Plzeň et a obtenu un diplôme d'études approfondies en droit international public à la faculté de droit de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

[1] Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Malte, Monténégro, Pologne, République de Moldova, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Serbie, Slovénie, Turquie.



Partager les connaissances, offrir des solutions

En 2017, 138 millions d'Européens étaient financièrement exclus de la société car dépourvus d'un compte bancaire ou de tout moyen de paiement . Les personnes dont l'accès aux services financiers est restreint, voire inexistant, sont principalement les individus âgés ou sans emploi, les personnes parmi les moins instruites ou les moins aisées, ainsi que les migrants et les réfugiés[2].

Services financiers : un accès essentiel

L'exclusion financière ou le manque d'accès à des services financiers formels peuvent avoir des conséquences négatives importantes sur les plans financier, économique et social pour les entreprises et les individus concernés ainsi que pour la société dans son ensemble. Cette situation détermine souvent les habitudes de consommation des ménages, les possibilités de logement et la capacité à développer une entreprise.

La microfinance en Europe

Ces 40 dernières années, le microfinancement est apparu comme un outil efficace pour répondre aux besoins des populations à bas revenus dans les pays en développement. Ce type de service a récemment gagné du terrain en Europe. À l'échelle mondiale, moins de 10% des encours de microcrédits se trouvent en Europe. Néanmoins, ce système devient un instrument de plus en plus important dans l'autonomisation des groupes sociaux les plus vulnérables[3].

La CEB prête aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME) de ses pays membres depuis plus de 20 ans et participe à des opérations de microfinancement depuis plus de 10. La CEB peut allouer des fonds à la microfinance au niveau européen à l'ensemble de ses 41 pays membres.

[1] Mastercard. *Les Européens exclus financièrement.* Communiqué de presse, 2016. Disponible à l'adresse suivante : https://newsroom.mastercard.com/eu/fr/press-releases/un-tiers-des-europeens-exclus-financierement-travaillent-et-sont-ages-de-18-a-34-ans/

[2] Jérôme Coffinet et Christophe Jadeau. *Household Financial Exclusion in the Eurozone: the Contribution of the Household Finance and Consumption Survey*. Banque de France, 2017. Disponible à l'adresse suivante (en anglais) : https://www.bis.org/ifc/publ/ifcb46o.pdf

[3] BNP Paribas. *Baromètre 2017 de la microfinance : tendances, évolution du secteur, 2017*. Disponible à l'adresse suivante : https://group.bnpparibas/actualite/barometre-2017-microfinance-tendances-evolutions-secteur

Brief technique : Soutenir l'inclusion en Europe grâce à la microfinance (en anglais)

Conformément au mandat social de la Banque, les prêts de microfinance de la CEB visent à améliorer l'inclusion sociale et financière et se concentrent, sans toutefois s'y limiter, sur la création d'emplois grâce au travail indépendant, la satisfaction des besoins des populations les plus vulnérables et la réduction de l'inégalité entre les sexes.

Ce rapport technique fournit un aperçu du rôle que jouent les microcrédits dans l'intégration sociale en Europe. Il met également en lumière trois domaines d'intervention clés des institutions internationales et se penche sur de possibles mesures supplémentaires pour remédier aux lacunes existantes du marché.

Le rapport a été préparé par Isabelle Brun, Merve Akinci et Kristina Maslauskaite, qui travaillent à la Direction Préparation et Suivi Techniques de la CEB, avec des contributions du Réseau européen de la microfinance.

Download the brief: https://coebank.org/media/documents/Technical_Brief_Supporting_inclusion_in_Europe_through_microfinance.pdf



PAGE 06 INFO S'ENTRETIENT AVEC MÁRIO CENTENO, MINISTRE DES FINANCES DU PORTUGAL

Le soutien de la CEB à l'œuvre



Trois projets récemment achevés et financés par la Banque démontrent l'impact social élevé de notre action dans la promotion de la santé et de la cohésion sociale et dans la génération de croissance économique.

Aider des petites entreprises à prospérer

SECTEUR : **TPE/PME**
LIEU : **ESPAGNE**

Défi

Ce projet a été mis en place pour permettre à des individus aux moyens limités et à l'accès restreint voire inexistant au système de crédit formel d'obtenir un financement pour créer ou faire grandir une entreprise.

Solution

La CEB a travaillé en partenariat avec Nuevo MicroBank et a accordé un prêt de € 100 millions qui a mobilisé € 200 millions d'investissements. Les bénéficiaires potentiels ont pu accéder au financement mis à leur disposition par Nuevo MicroBank de trois façons :

1. Microcrédits financiers : ces microcrédits ont principalement visé les personnes disposant d'un plan d'affaires concret et de l'expérience nécessaire à la création ou au développement d'une entreprise.

2. Microcrédits sociaux : ces microcrédits ont permis aux personnes ayant besoin d'un soutien extérieur (généralement apporté par des organisations non gouvernementales ou des organismes d'aide ou de consultation soutenus au niveau municipal) de préparer et de lancer un plan d'affaires solide.

3. Microcrédits personnels et familiaux : ces microcrédits ont été conçus de manière à soutenir les familles à bas revenus lors des moments difficiles.

Résultats

Le projet a soutenu plus de 14 000 TPE/PME. Il a permis la création de 15 706 emplois et le maintien de 16 211 emplois. En plus d'encourager l'entrepreneuriat, de stimuler la croissance économique et de favoriser l'emploi, ce projet a aussi amélioré la cohésion sociale en permettant à des individus et leur famille de surmonter des difficultés temporaires.

Améliorer l'accès aux services de santé

SECTEUR : **SANTÉ**
LIEU : **BOSNIE-HERZÉGOVINE**

Défi

En 2006, 5 % de la population en Bosnie-Herzégovine seulement était inscrite auprès d'un médecin de famille. Les infrastructures de soins de santé primaires du pays manquaient de ressources et ne répondait pas aux besoins des habitants. Son fonctionnement devait être revu en profondeur.

Solution

Le projet de la CEB faisait partie d'un plus vaste programme de réforme du système de santé en Bosnie-Herzégovine, initié avec le soutien de la Banque mondiale. La Banque mondiale et les autorités locales et nationales ont couvert les frais des réformes des politiques et de la formation du personnel médical pour mettre en place un modèle de soins familiaux dans le pays. Les fonds de la CEB ont servi à rénover ou à reconstruire le réseau obsolète des établissements de soins primaires, et ont partiellement couvert les frais associés à l'achat de nouveau matériel médical et informatique.

La CEB a approuvé l'octroi de deux prêts pour ce projet, d'une valeur totale de € 19,9 millions, ainsi que € 2 millions sous la forme d'une bonification de taux d'intérêt provenant du Compte de dividendes sociaux de la CEB.

Résultats

Le programme a permis la construction ou la rénovation de 585 centres de soins primaires et, dès la fin de la deuxième phase du projet (2018), 80, 2% de la population était inscrite auprès d'un médecin de famille, soit 10 % de plus que l'objectif initial du programme.



Gauche : un centre de soins primaires avant sa rénovation



Ci-dessous : un centre de soins primaires rénové à Bocac en Bosnie-Herzégovine

Informations clés

14 000 TPE/PME

585 centres de soins primaires

2 600 logements à loyer modéré



Un foyer pour chacun

SECTEUR : **LOGEMENT SOCIAL**
LIEU : **RHÉNANIE-DU-NORD-WESTPHALIE, ALLEMAGNE**

Défi

Le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie connaît une augmentation des besoins en logements sociaux associée à une hausse du taux de chômage et à une diminution du parc de logements sociaux. Le manque de logements sociaux vient du fait que les habitations existantes arrivent au terme de leur régime de location sociale à loyer plafonné.

Solution

La CEB a approuvé un prêt de 150 millions d'euros pour le financement partiel du programme de prêts au logement social dede la NRW Bank. L'objectif était d'augmenter le parc de logements sociaux dans le cadre d'un programme de contrôle des loyers en réhabilitant/rénovant des bâtiments existants et en en construisant de nouveaux.

Le financement de la CEB a aidé à NRW Bank d'accorder des prêts à taux fixe sur le long terme à des prestataires de logements en contrepartie de leur engagement à louer leurs habitations à des personnes à bas revenus, des étudiants et des personnes vulnérables et ce à des prix prédéfinis et inférieurs aux prix du marché.

Résultats

Le programme a créé plus de 2 600 logements à loyer modéré.

Actualités, événements et publications

Le Gouverneur Wenzel rencontre d'autres dirigeants de BMD à Washington

Le 10 avril, en marge des réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, le Gouverneur a rencontré les dirigeants des autres banques multilatérales de développement (BMD). Après une première réunion à huis clos, ils ont examiné la possibilité de débloquer des financements par l'intermédiaire d'investisseurs institutionnels, le concept de plates-formes nationales pour une approche plus cohérente et plus efficace des activités de développement, l'intensification des programmes visant à renforcer les compétences et à créer des emplois et une proposition préliminaire pour un travail conjoint des BMD sur l'alignement sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Les représentants de la CEB ont rencontré leurs homologues des grandes BMD à différents échelons tout au long de l'année pour partager leurs connaissances, discuter et coordonner leurs politiques dans des domaines comme Ressources humaines, TIC, Risques opérationnels, Finances, Affaires juridiques, Compliance, Protections environnementales et sociales, Changement climatique et évaluation, entre autres.



Rencontre d'institutions financières multilatérales sur le thème de la durabilité

La CEB a accueilli la réunion de printemps du groupe de travail des institutions de microfinancement sur les normes environnementales et sociales du 14 au 16 mai. Anton Spierenburg, Sara de Pablos, Ildiko Almasi pour la CEB et les représentants de toutes les grandes institutions financières et des partenaires bilatéraux ont échangé sur les thèmes du jour allant de la finance verte à la la solidité de l'engagement des parties prenantes.



Katherine Delikoura, Directrice, Bureau du Contrôle de la Conformité de la CEB

Remise du prix *"Women in Compliance"*

Katherine Delikoura, Directrice du contrôle de la conformité de la CEB, a remporté le prix de Directrice du contrôle de la conformité de l'année lors d'une cérémonie qui s'est tenue à Londres. Les candidatures pour l'attribution de ce prix récompensant les femmes dans les métiers de la conformité proviennent d'entités des secteurs public et privé du monde entier et sont examinées par plus de 40 juges indépendants. Parmi les précédentes lauréates de ce prix figurent des responsables de la conformité travaillant pour la Banque africaine de développement et la Banque mondiale.

Le gouverneur participe à la conférence SNG-WOFI

Le gouverneur Wenzel a participé à la première conférence internationale de l'Observatoire mondial sur la gouvernance infranationale, le financement et l'investissement (SNG-WOFI) à Paris le 17 juin. SNG-WOFI est une initiative menée par l'OCDE et Cités et Gouvernements Locaux Unis pour promouvoir le dialogue entre les gouvernements sous-nationaux et les institutions internationales. Il est cofinancé par la CEB. Le Gouverneur a pris la parole lors d'une réunion-débat au cours de laquelle il a passé en revue le premier rapport de la SNG-WOFI et réitéré l'appui de la CEB.

PAGE 12 INFO S'ENTRETIENT AVEC TOMÁŠ BOČEK, LE VICE-GOUVERNEUR 'PAYS DU GROUPE CIBLE' DE LA CEB

ADHÉSION DE LA CEB À L'ENMO

Le 25 mai, la Banque a rejoint le Réseau d'éthique des organisations multilatérales (ENMO), un forum d'échange d'informations et d'expériences, et de coopération sur des questions d'intérêt commun pour les banques multilatérales de développement, les institutions financières internationales et les organisations internationales.

LA CEB ÉMET UNE OBLIGATION D'INCLUSION SOCIALE D'UN MONTANT DE € 500 MILLIONS

Le 5 avril, la CEB a lancé une obligation d'inclusion sociale d'un montant de € 500 millions avec une échéance à sept ans. Il s'agit de la troisième émission obligatoire d'inclusion sociale de la Banque. Elle a suscité l'intérêt des investisseurs au-delà de € 730 millions. Les produits de cette obligation financeront des logements sociaux, des projets éducatifs, ainsi que la création et le maintien d'emplois dans des TPE/PME.



DIALOGUES D'ISTANBUL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La CEB était présente le 28 mai aux Dialogues d'Istanbul pour le développement durable (IDD), un événement organisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'IDD est un forum sur le développement mondial pour les décideurs politiques, les chefs d'entreprise et les experts. Lucia Athenosy a présenté l'obligation d'inclusion sociale de la CEB et le rôle de la Banque au sein d'Hémisphère, un fonds d'investissement à impact social qui finance des hébergements d'urgence pour les demandeurs d'asile en France. Jasmina Glisovic a participé à une table ronde axée sur le renforcement des partenariats pour débloquer des financements en faveur du développement.

SYSTÈMES DE LOGEMENT EN TRANSITION

Un groupe de travail mis en place par Housing Europe* pour soutenir les pays dont les systèmes de logement sont en transition, s'est réuni le 16 avril afin de discuter des modèles d'entreprise et des programmes de financement du logement social et abordable. Diāna Bertjē, Karin Lepp, et Luigi Cuna ont présenté le travail de la CEB qui vise à répondre aux besoins des groupes vulnérables ; ils ont également rencontré des prestataires de logement et des décideurs politiques pour évoquer des pistes de projets.

* la fédération européenne des prestataires de logements publics, coopératifs et sociaux.

Actualités de juillet-septembre 2019



Pour en savoir plus sur les prochaines réunions et conférence de la CEB ainsi que sur ses dernieres publications.

4-5 juillet :
Poznań, Pologne

Sommet sur les Balkans occidentaux
Les dirigeants des pays des Balkans occidentaux et leurs partenaires européens se retrouveront pour renforcer leur coopération en matière de politique et de sécurité et pour améliorer la stabilité économique.
Pour en savoir plus, rendez-vous sur : https://berlinprocess.info/ (en anglais)

5-6 juillet :
Lisbonne, Portugal

Réunion Commune de la CEB
Les membres du Conseil de direction, du Conseil d'administration et du Management de la Banque se rencontreront à Lisbonne lors de la Réunion Commune annuelle de la CEB. Elle sera précédée d'un débat d'orientation sur l'investissement pour l'inclusion sociale, conjointement organisé par la Fondation Calouste Gulbenkian.
Pour en savoir plus, rendez-vous sur : https://coebank.org/fr/about/structure-management/

27 septembre :
Paris, France

Réunion du Conseil d'administration de la CEB
Le Conseil d'administration de la CEB se réunit régulièrement et rassemble des représentants de chaque État membre. L'un des rôles du Conseil consiste à approuver les nouveaux projets d'investissement.
Pour en savoir plus, rendez-vous sur : https://coebank.org/fr/about/structure-management/administrative-council/

Nos dernières publications

Toutes les publications de la CEB peuvent être téléchargées sur son site Internet. Rendez-vous sur coebank.org et cliquez sur Actualités et publications.



SOUTENIR L'INCLUSION EN EUROPE GRÂCE À LA MICROFINANCE

Ce Brief technique examine les activités de microfinancement en Europe et met en lumière trois domaines d'intervention clés des institutions financières internationales telles que la CEB.



RAPPORT OPÉRATIONNEL 2018

La CEB joue un rôle clé au sein du Programme régional de logement (RHP). Le dernier rapport opérationnel fournit un aperçu de ses activités en 2018. À la fin de cette année-là, 12 000 personnes vulnérables avaient trouvé un logement. Le rapport est disponible à l'adresse suivante (en anglais) : **http://regionalhousingprogramme.org/wp-content/uploads/publications/RHP_Operational_Report_2018.pdf**

TÉLÉCHARGEZ LES PUBLICATIONS DE LA CEB SUR **https://www.coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/**

CEB's Second Social Inclusion Bond at a Glance
En bref : la deuxième obligation d'inclusion sociale de la CEB

The CEB launched a second Social Inclusion Bond in March 2018. The Bond was well received by a broad range of socially responsible investors, mainly from the Benelux, France and Germany.

Thanks to the proceeds of the bonds, more than 65,000 jobs have been preserved and almost 6,000 new jobs have been created with MSMEs. Some 6,400 people on low incomes have been provided with social housing solutions and 24,000 students in 31 institutions have benefitted from education infrastructure improvements.

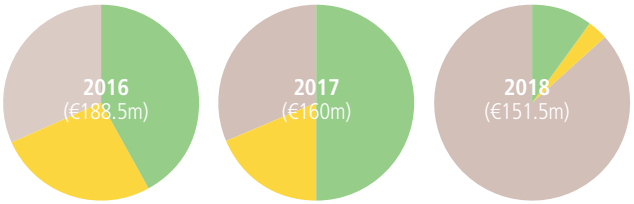
La CEB a émis une deuxième obligation d'inclusion sociale en mars 2018. L'obligation a été bien accueillie par un large éventail d'investisseurs socialement responsables, principalement du Benelux, de France et d'Allemagne.

Grâce aux produits de l'obligation, plus de 65 000 emplois ont été maintenus et près de 6 000 emplois ont été créés au sein de TPE/PME. Près de 6,400 personnes à bas revenus ont obtenu un logement social et 24 000 étudiants venant de 31 établissements ont bénéficié d'améliorations de leurs infrastructures scolaires.

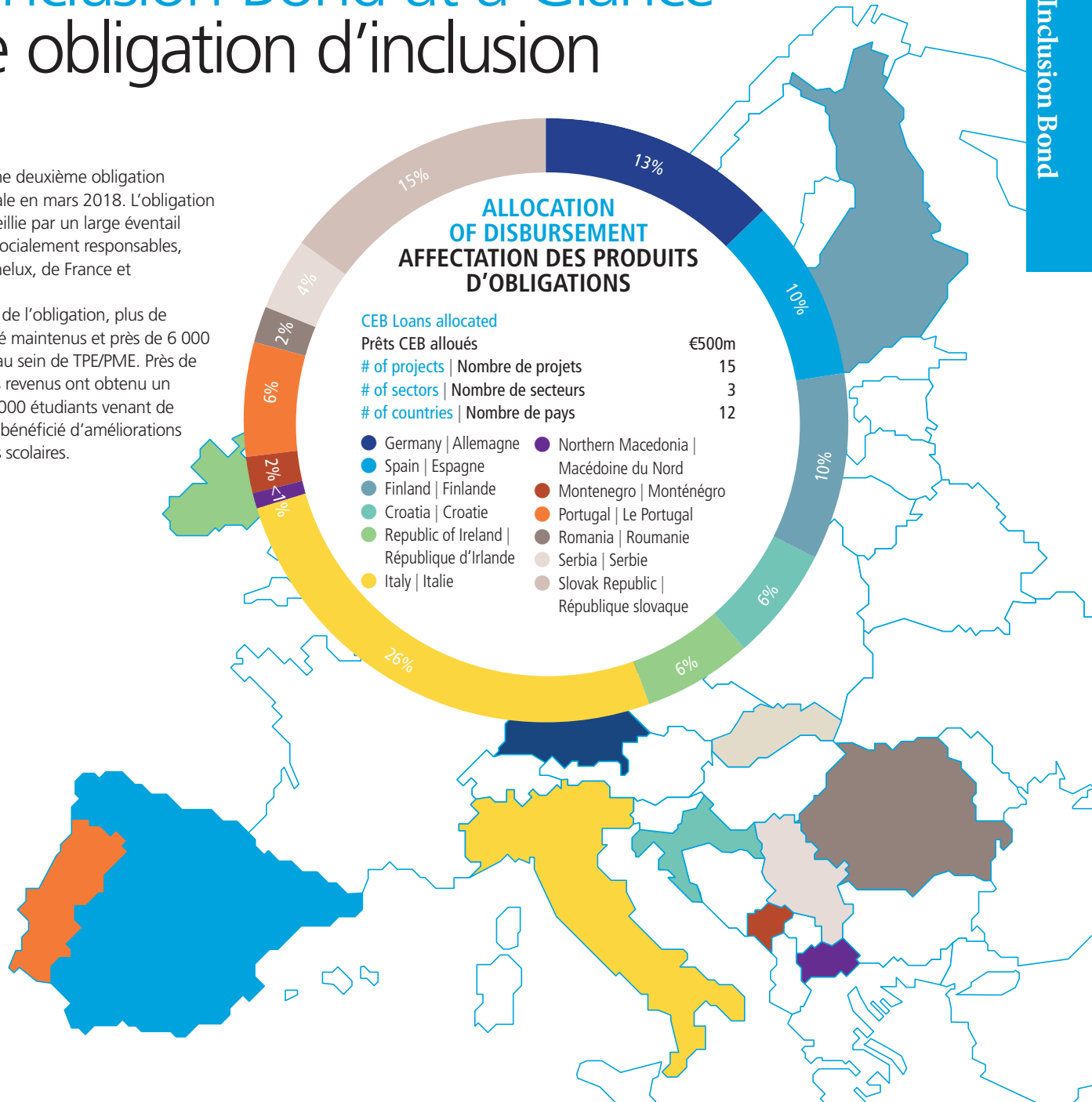
KEY DEAL CHARACTERISTICS
PRINCIPALES ARACTÉRISTIQUES DE LA TRANSACTION

Issue date | Date de lancement	27 March 2018
Amount | Montant	500 €M
Maturity | Échéance	27 March 2025 (7 years)
Rating | Notation	Aa1/AAA/AA+
Coupon | Date de lancement	0.375%
Second Party Opinion | Second avis	Sustainalytics

CEB LOANS ALLOCATED | PRÊTS CEB ALLOUÉS



- Social housing for low-income persons
  Logements sociaux pour les personnes à bas revenus
- Education and vocational training
  Éducation et formation professionnelle
- Supporting MSMEs for the creation and preservation of viable jobs
  Soutien à la création et au maintien d'emplois viables dans les MPME













SOCIAL IMPACT OF LOANS GRANTED
IMPACT SOCIAL DES PRÊTS ACCORDÉS

Social Housing | Logement social 35%
- Total Projects cost | Coût total des projets €534.1m
- Amount of loans disbursed | Prêts CEB alloués €175.8m
- 2,600 housing untis for 6,400 people | 2600 logements pour 6400 personnes

Rented housing | Logement loué 46%

Access to property Accès à la propriété 54%

Education | Éducation 17%
- Total Projects cost | Coût total des projets €412.2m
- CEB Loans allocated | Prêts CEB alloués €83.7m
- 212 establishments | établissements
- 23,719 students | élèves

Nursery Shool 5% Crèches

Primary and Secondary Schools Écoles primaires et collège 95%

Micro Small and Medium Enterprises | TPE/PME 48%
- Total Projects cost | Coût total des projets €592.7m
- CEB Loans allocated | Prêts CEB alloués €240.4m
- MSME financing | TPE/PME Financement €240m: Micro | Microentreprises €79m • Small | Petites entreprises €85m • Medium | Moyennes entreprises €75m
- 65,433 jobs preserved | emplois maintenus • 5,793 jobs created | emplois créés

Micro | Microentreprises 33%

Medium | Moyennes entreprises 31%

Small | Petites entreprises 36%